

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Prozess

**Debatten um eine Annäherung an die NATO und die EU im militärischen
Bereich**

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Lévêque, Antoine

Bevorzugte Zitierweise

Lévêque, Antoine 2025. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Debatten um eine Annäherung an die NATO und die EU im militärischen Bereich, 2024*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.
www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 20.06.2025.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Landesverteidigung	1
Militäreinsätze	1

Abkürzungsverzeichnis

VBS	Eidgenössische Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport
EU	Europäische Union
BIP	Bruttoinlandsprodukt
NATO	North Atlantic Treaty Organization

DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
UE	Union européenne
PIB	Produit intérieur brut
OTAN	L'Organisation du traité de l'Atlantique nord

Allgemeine Chronik

Landesverteidigung

Militäreinsätze

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 01.08.2024
ANTOINE LÉVÊQUE

Au cours de l'**été 2024**, les **débats** relatifs à un éventuel rapprochement militaire de la Suisse, de l'OTAN et de l'Union européenne (UE) ont particulièrement intéressé la presse. En effet, Le Temps révélait le 3 août que la ministre de la défense Viola Amherd avait l'intention d'associer la Suisse au programme Pesco. Il s'agit d'un pilier de la stratégie militaire de l'Union européenne, qui comme l'indiquait Le Temps, sert d'embryon à une future armée européenne. Ce journal fait savoir que la conseillère fédérale Amherd a évoqué son intention d'associer l'armée suisse à deux projets élaborés par les autorités européennes dans le cadre de Pesco : un dispositif permettant de réaliser des exercices de sécurité avec des pays européens et une initiative visant à faciliter le passage de militaires européens entre les frontières de l'UE. Le Temps relevait aussi que la ministre de la défense n'avait vraisemblablement pas prévu d'informer le Parlement de ces démarches. L'annonce des projets de la conseillère fédérale Amherd de procéder à un **rapprochement avec l'OTAN et l'UE** a déclenché de nombreuses réactions passionnées. La NZZ rappelait à cet égard le 7 août que la position souverainiste de l'UDC, opposée à l'idée d'intensifier les relations avec l'UE et l'OTAN, rejoignait celle des Vert-e-s et d'une partie des socialistes.

Fidèle à sa ligne éditoriale, la Weltwoche a publié le 8 août un article critiquant la manière de procéder de Viola Amherd. Le journal l'a qualifiant de «Meisterin der Intransparenz». D'autres réactions des milieux conservateurs ne se sont pas fait attendre. Le conseiller national UDC Franz Grüter (LU) indiquait ainsi, le 19 août, dans l'Aargauer Zeitung, que les projets de Viola Amherd étaient «une déclaration de capitulation». Par ailleurs, le Sonntagsblick annonçait, dans un article publié quatre jours plus tard, qu'un rapport élaboré par des figures issues du monde politique, ainsi que des rangs de l'armée, devant être présenté par le Département de la défense (DDPS) le 29 août, risquait de faire débat. En effet, avant même que ce document ne soit publié, ce journal hebdomadaire annonçait que la commission d'expert.e.s mandatée par Viola Amherd prônait un rapprochement avec l'OTAN dans les domaines de la cyberdéfense, de la gestion de conflits hybrides et des questions liées à l'innovation. Selon le Sonntagsblick, ce **groupe de travail** aurait même établi des contacts avec des représentant.e.s de l'alliance atlantique à Bruxelles. Les autres informations relayées par le Sonntagsblick concernaient la proposition de ce groupe d'expert.e.s d'organiser des exercices avec l'OTAN, de mettre fin à l'interdiction de réexportation d'armement pour des pays comme les Etats-Unis ou l'Allemagne et de procéder à un rapprochement avec l'Union européenne en matière de défense, notamment avec le programme HEDI, qui permet de développer l'innovation dans des domaines liés à la défense. Les expert.e.s ont aussi proposé de redéfinir la neutralité de la Suisse, afin qu'elle soit plus compatible avec cette nouvelle manière de concevoir ses relations avec l'OTAN et l'UE.

Le journal Le Temps s'est lui aussi montré peu tendre avec la cheffe du DDPS, en titrant un article publié le 22 août «Tourmente au sein de la commission d'étude de Viola Amherd». Dans cet article, on apprenait qu'un élu socialiste, Pierre-Alain Fridez (JU), avait décidé de quitter la commission, alors que deux autres élu.e.s – une verte et un UDC – y avaient songé. En cause : la manière dont étaient conduits les travaux de la commission. En effet, ces parlementaires estimaient que le groupe de travail était composé majoritairement de personnes partageant les vues de Viola Amherd et qu'elles seraient donc en mesure d'imposer au reste de la commission des orientations proches de celles souhaitées par la conseillère fédérale. La Weltwoche a elle aussi rendu compte des critiques formulées par Pierre-Alain Fridez vis-à-vis de la commission d'expert.e.s, affirmant que l'élu jurassien l'avait qualifiée de «farce». Après la publication du rapport du groupe d'expert.e.s, l'Aargauer Zeitung a indiqué que les réactions des partis étaient contrastées. Par exemple, malgré l'opposition de l'UDC à tout rapprochement avec l'UE et l'OTAN, le parti agrarien ne s'est pas montré défavorable à l'augmentation des moyens de l'armée proposée par les expert.e.s. En effet, les membres de la commission d'étude ont aussi estimé qu'il était nécessaire que le budget de l'armée atteigne plus rapidement 1 pour cent du PIB, soit d'ici à 2030.¹

1) LT, 3.8.24; WW, 8.8.24; So-Bli, 11.8.24; NZZ, 12.8.24; AZ, 19.8.24; TA, 22.8.24; LT, 23.8.24; NZZ, 28.8.24; WW, 29.8.24; TA, 30.8.24